



ANNEXE 1- CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

Appel d'offres No. REG/AO-14/21

Travaux de réhabilitation du Point d'Eau de K-Baptiste

CHAPITRE I

DEFINITIONS

Les termes suivants devront avoir les significations qui leur sont données ici :

- a) Employeur ou Maître d'Ouvrage ou Autorité contractante : La Mairie de Bainet
- b) Partenaire ou Financier : Le Programme REGLEAU financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et mis en œuvre par HELVETAS Swiss Intercooperation (ci-après dénommé HELVETAS).
- c) Contractant ou Exécutant ou Entrepreneur : La personne ou entreprise dont les propositions sont acceptées et avec laquelle le Contrat est signé.
- d) Ingénieur : La personne engagée par HELVETAS et/ou La Mairie de Bainet pour le suivi des Travaux et qui joue en même temps un rôle de supervision.
- e) Superviseur : La personne ou entreprise engagée par le Maître d'Ouvrage pour la supervision générale du projet, tel qu'établie dans le Contrat et signifiée par écrit au Contractant, le cas échéant.
- f) Contrat : L'accord écrit entre l'Employeur et le Contractant pour les travaux définis dans le Cahier des Prescriptions techniques particulières et tous les documents annexés qui devront constituer une partie intégrale du présent Contrat.
- g) Travaux Permanents : Les Travaux qui doivent être effectués et achevés conformément au présent Contrat.
- h) Travaux Temporaires : Les Travaux qui doivent être effectués de façon temporaire et qui ne font pas partie du présent contrat.
- i) Plans et Spécifications : Les Plans et les Spécifications indiqués dans le présent Contrat y compris les modifications ou compléments apportés par l'Ingénieur ou présentés par le Contractant et approuvés par écrit par l'Ingénieur conformément aux termes et conditions du présent Contrat.
- j) Devis : Le document dans lequel le Contractant indique le coût des Travaux à effectuer et le montant final applicable à chacun d'eux.
- k) Chantier : Les sites des travaux ou tout autre endroit sur lequel s'effectuent les Travaux Permanents ou Temporaires.

NB : Il est entendu que les Clauses et Conditions Générales (CCG) s'appliquent au contrat Phase I et au contrat Phase II (si cette 2^{ème} phase est exécutée).



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse en République d'Haïti



République d'Haïti

Mise en œuvre par
HELVETAS Swiss Intercooperation

Article 1. Signatures autorisées

Toutes communications, requêtes ou autres pièces nécessaires, adressées entre le Maître d'Ouvrage Et l'**Exécutant**, seront signées par leurs représentants autorisés dont les spécimens de signatures auront été préalablement communiqués au Maître d'Ouvrage.

Article 2. Date de démarrage contractuelle

Option : Avec avance de démarrage (garantie bancaire)

L'Exécutant, dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant la date de signature du contrat, devra **présenter au Maître d'Ouvrage la facture de demande de décaissement No 1, qui constitue l'avance de démarrage** accompagnée d'une garantie bancaire d'une durée égale au délai d'exécution des travaux **augmenté d'un (1) mois** et pour un montant équivalent à l'avance de démarrage. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler le Contrat et de choisir un autre soumissionnaire si l'Exécutant ne respecte pas ce délai.

Le **montant de l'Avance de démarrage est de quarante pour cent (40%)** au moins du montant du marché qui sera payé au Contractant dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la présentation du dossier d'exécution et la demande de décaissement No 1. Seule la demande d'avance de démarrage peut être transmise directement au Maître d'Ouvrage sans visa de la structure de suivi de l'exécution du contrat.

La Garantie bancaire d'un montant égal à l'avance de démarrage sera prise au nom de **HELVETAS Haïti**.

La date de démarrage contractuelle sera la date portée sur l'ordre de démarrage émis par le service compétent du Maître d'Ouvrage. L'Exécutant devra commencer les travaux à la date prévue dans l'Ordre de Service de démarrage. Si l'Exécutant ne commence pas les travaux dans ce délai, une pénalité de **UN POUR MILLE (1/1000)** du montant du contrat par jour de retard sera appliquée et prélevée automatiquement sur le deuxième décaissement. Au-delà de quinze (15) jours de retard suivant la date de démarrage contractuelle, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler le Contrat et de choisir un autre soumissionnaire.

Article 3. Préalables au décaissement de l'avance de démarrage

Le décaissement de l'avance de démarrage relatif au présent contrat se fera après la remise par l'**Exécutant** à HELVETAS de la garantie d'avance de démarrage indiquée à l'**article 2** et dans les formes convenues par le dossier d'appel d'offres (DAO).

Article 4. Décaissements et retenues

Les paiements relatifs au présent contrat s'effectueront en dollars américains selon les spécifications du contrat, par chèque à l'ordre de l'Exécutant ou au moyen de virements sur le compte bancaire indiqué par l'Exécutant.

A l'exception de l'avance de démarrage pour laquelle la demande de paiement n'aura pas besoin de visa du Superviseur et/ou de l'Ingénieur, tout autre paiement ne peut se faire qu'après une demande de décaissement de l'Exécutant accompagnée du décompte des travaux effectués, validée et signée par la structure de suivi de l'exécution du contrat et approuvée par la Mairie de Bainet.

Les décomptes seront établis selon les étapes fixées dans le contrat sur la base des unités d'œuvre réellement exécutées et des prix unitaires figurant au bordereau contractuel.

Les paiements pourront être ajustés pour prendre en compte le remboursement des avances et les retenues prévues au contrat.

HELVETAS, une fois la demande de décaissement reçue sans observations de la supervision, aura **quinze (15) jours** ouvrables pour effectuer le décaissement à l'**Exécutant**.

Article 5. Suspension des décaissements

Les décaissements peuvent être suspendus s'il se produit l'une des causes suivantes :

- a) Non accomplissement par l'**Exécutant** de l'une quelconque des obligations à sa charge dans le présent contrat.
- b) Suspension des travaux durant plus de quinze (15) jours sans motif valable préalablement notifié et accepté par le Maître d'Ouvrage.
- c) Cas fortuit et de FORCE MAJEURE.

Article 6. Ordre de changement pour prorogation du délai d'exécution

L'**Exécutant** aura droit à une prorogation du délai d'exécution dans les cas suivants :

- a) Cas fortuit ou de force majeure ;
- b) Coupure des routes d'accès ou autres causes non imputables à l'**Exécutant** entraînant l'impossibilité d'approvisionnement en matériaux,
- c) Non observance par HELVETAS du délai de paiement figurant à l'article 4 de la présente Annexe 'Clauses et Conditions Générales'.

La demande de prorogation du délai d'exécution sera acceptée en cas d'évidence de la validité des causes de cette demande.

L'**Exécutant** dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date des événements qui sont la cause de la demande de prorogation du délai d'exécution, devra inscrire la demande dans le cahier de chantier et la transmettre, avec le nouveau chronogramme d'exécution, au Maître d'Ouvrage et au Superviseur pour son approbation.

La demande de prorogation du délai d'exécution ne sera pas acceptée après la date contractuelle de remise. De plus, l'**Exécutant** ne peut prétendre à une extension du délai d'exécution si l'impossibilité d'approvisionnement résulte de sa négligence, de son manque de prévoyance ou éléments similaires ; par exemple, l'**Exécutant** néglige de s'approvisionner avant une période de forte pluie annoncée ou avant le début de la saison cyclonique.

Ce marché est soumis à l'examen préalable de HELVETAS Swiss Interccoperation Haiti, et en conséquence avant d'accorder une prorogation importante du délai d'exécution du marché, d'approuver toute modification ou toute dérogation aux clauses et conditions dudit marché, y compris avant d'ordonner tout (sauf cas d'extrême urgence), lorsque cette décision aurait pour effet cumulatif de majorer le montant du marché par rapport à son prix initial, le Maître d'Ouvrage sollicite un accord de HELVETAS, à son projet de prorogation, de modification, ou d'ordre de service. Tous les changements apportés au marché doivent être soumis à l'approbation par HELVETAS.

CHAPITRE II

Article 7. Obligations et responsabilités des parties signataires

7.1 Obligations et responsabilités du Maître d'Ouvrage

- a) Intrôniser le Superviseur du projet.
- b) Vérifier et évaluer périodiquement les réalisations de l'**Exécutant** et les rapports sur l'avancement physique des travaux.
- c) Se prononcer dans les dix (10) jours ouvrables, suivant la réception de la demande de prorogation du délai d'exécution, transmise par le Superviseur avec ses commentaires.
- d) Se prononcer dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception de la demande d'Ordre de Changement, transmise par le Superviseur avec ses commentaires.
- e) Approuver les actes de réception des travaux.

7.2 Obligations et responsabilités de HELVETAS Swiss Intercooperation Haiti

- a) Fournir un appui technique et financier au Maître d'Ouvrage dans l'exécution du présent contrat en mettant à sa disposition une équipe technique pour le suivi du projet.
- b) Effectuer les décaissements pour l'Exécutant dans les quinze (15) jours ouvrables suivant les modalités fixées à l'article 4 des 'Clauses et Conditions Générales'.
- c) Les responsabilités d'HELVETAS sont limitées à ce qui est prévu dans le cadre du présent Contrat, c'est-à-dire fournir un appui technique au Maître d'Ouvrage, approuver les ordres de changement, et effectuer les décaissements prévus au contrat pour le paiement de l'Exécutant conformément aux clauses contractuelles.

7.3 Obligations et responsabilités de l'Exécutant

- a) Avoir une présence permanente sur le chantier personnellement ou par son Ingénieur Résident.
- b) Réaliser les activités définies dans le contrat avec le montant alloué par le Maître d'Ouvrage, via HELVETAS et administrer ledit montant.
- c) Fournir au Maître d'Ouvrage et au Superviseur des plans détaillés d'exécution (dossier d'exécution) pour le contrôle et le suivi des activités. Ce dossier d'exécution est fourni par l'Exécutant dans les quinze (15) jours au plus suivant le démarrage des travaux correspondants. Le planning, plans généraux d'implantation et tous documents préalables au démarrage des travaux doit être fourni dans le délai indiqué aux spécifications techniques après émission de l'ordre de démarrage des travaux émis par le Maître d'Ouvrage.
- d) Eriger et maintenir en bon état, sur le site qui lui sera indiqué, le panneau de chantier (suivant les spécifications fournies par le Maître d'Ouvrage et HELVETAS).
- e) Ouvrir et maintenir en bon état un cahier de chantier où seront consignés au jour le jour tous les événements relatifs à la vie du projet. Toute inscription dans ce "**Cahier de Chantier**" sera consignée par le représentant de l'entité faisant l'inscription et contresignée par l'Exécutant. Le Maître d'Ouvrage et le Superviseur, au cours des visites d'inspection, inscriront dans le "Cahier de Chantier" leurs commentaires et recommandations. Toutes les pages du Cahier de Chantier seront pré-numérotées.
- f) Contresigner personnellement ou par son délégué toutes les inscriptions faites par le Maître d'Ouvrage ou le Superviseur au "Cahier de Chantier" ; préparer des rapports périodiques sur l'avancement physique des travaux, les transmettre au Superviseur qui, dans les cinq (5) jours ouvrables, les fera parvenir au Maître d'Ouvrage.
- g) Exécuter les Ordres de Changement approuvés par le Maître d'Ouvrage et HELVETAS.
- h) Signer personnellement ou par son délégué les actes de réception des travaux.

CHAPITRE III

Article 8. Dossier de récolement

Les dossiers de récolement des travaux conformes à l'exécution, seront remis par l'Entrepreneur au Maître d'ouvrage qui les présentera à HELVETAS pour avis au moins une semaine avant la date prévue pour la réception provisoire.

La non-présentation des plans de récolement entraînera un report de la date de réception provisoire demandée par l'entreprise. Si dans un délai d'un (01) mois après leur remise par l'Entrepreneur, aucune observation n'a été formulée, les dossiers sont réputés acceptés.

Les documents de récolement seront faits conformément **à la clause 3.7.2 des prescriptions techniques, exclusivement dans le système SI et remis en 3 exemplaires.**

CHAPITRE IV

Article 9. Pénalités de retard

Faute par l'**Exécutant** de terminer les travaux dans le délai convenu et fixé à cet effet, il lui sera appliqué, sans aucune formalité préalable, une pénalité de UN POUR MILLE (1/1000) du montant du contrat par journée de retard, prélevée automatiquement sur les sommes qui lui sont dues ou sur la retenue de garantie, ce, sans excéder 10% du montant du contrat. Cette mesure ne sera pas appliquée lorsque l'**Exécutant** demande, et que le Maître d'Ouvrage accepte, une prorogation de délai d'exécution comme indiqué à l'article 7.

Article 10. Résiliation

Le présent contrat sera résilié de plein droit, dans les cas suivants :

- a) Défaillance de l'une ou l'autre des parties dans l'accomplissement de ses obligations essentielles dans le cadre du présent contrat ;
- b) Décès, faillite ou liquidation judiciaire de l'**Exécutant** ;
- c) Cas de Force Majeure.

S'il s'agit de résiliation pour cause de défaillance dûment constatée de l'**Exécutant**, le Maître d'Ouvrage procédera sans délai à la réalisation de la caution de l'avance de démarrage.

Article 11. Force majeure

Un cas de force majeure désigne toute cause imprévisible, ou quand prévisible impossible de surmonter, y compris, mais sans y être limité, la guerre, les troubles civils, les explosions, les tremblements de terre, les conditions climatiques inhabituelles ou tous événements similaires équivalents échappant au contrôle des parties contractantes. Si un cas de force majeure se présente, le Maître d'Ouvrage et l'**Exécutant**, doivent le plus tôt possible, notifier l'autre partie de la date et de la nature du cas, ainsi que de la durée probable de retard dû à ce cas de force majeure.

Article 12. Pratiques de corruption

La fraude et la corruption sont interdites dans l'exécution du Contrat. Le Maître d'Ouvrage exige de son personnel et des soumissionnaires engagés pour les opérations dans le cadre du projet, de ne pas accepter de la part de tiers ni pour eux-mêmes ni pour autres, de cadeau, rémunération, compensation ou bénéfice de quelque nature que ce soit, car cela pourrait être interprété comme un acte/pratique de corruption. Le Maître d'Ouvrage devra tenir HELVETAS ou son représentant

informé de toute incidence ou soupçon qui pourrait surgir dans le courant des opérations par rapport à l'usage inadéquat des fonds.

En conséquence, le Code de déontologie d'HELVETAS pour les parties contractantes sont applicables à ce contrat.

Article 13. Visibilité

L'Exécutant doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement de la Confédération Suisse géré par HELVETAS. Les panneaux et autres visuels du projet seront soumis à l'approbation d'HELVETAS.

Article 14. Devoir de Réserve

Tous les documents, dessins, plans, rapports, cartes, photographies, cahier des charges, études, devis, recommandations et autres données préparés ou recueillis par le Contractant aux fins du Contrat sont la propriété du Maitre d'Ouvrage et doivent être traités comme des documents confidentiels qui ne seront remis qu'au représentant dûment autorisé du Maitre d'Ouvrage à l'achèvement des Travaux. Le Contractant s'engage à ne révéler aucune information à personne d'autre, sans l'autorisation préalable écrite du Maitre d'Ouvrage, qu'aux fournisseurs de service embauchés par lui.

Article 15. Cession du Contrat

Le Contractant s'engage à ne pas céder, transférer, mettre en gage, nantir ou autrement disposer tout ou partie de ses droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat sans l'autorisation préalable écrite du Maitre d'Ouvrage et d'HELVETAS.

Article 16. Sous-traitance

Au cas où le Contractant aurait recours au service de sous-traitants, il devra obtenir au préalable l'approbation et l'accord écrit du Maitre d'Ouvrage et d'HELVETAS pour tous les sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le Maitre d'Ouvrage et HELVETAS ne soustrait nullement le Contractant de ses obligations contractuelles. Les termes de tous les contrats de sous-traitance seront assujettis et conformes aux dispositions de ce Contrat.

Article 17. Interruption des Travaux

Le Contractant devra avertir par écrit l'**Ingénieur** de tout retard éventuel sur l'échéancier ou de l'interruption des Travaux et l'Ingénieur devra soumettre à cet effet un autre plan, émettre un ordre, passer une instruction ou donner son approbation dans les plus brefs délais. Cette notification contiendra tous les détails du plan ou de l'ordre reçu ainsi que la raison, la date et les conséquences que pourraient entraîner le retard ou la suspension des travaux.

CHAPITRE V

Article 18. Inspection du chantier

Avant de soumettre sa proposition et de signer le Contrat, le Contractant devrait avoir visité le Chantier et les alentours et effectué toutes les vérifications nécessaires sur la topologie et la nature du terrain et du sous-sol, l'état des conduites, des égouts, de la canalisation, des câbles ou d'autres structures existantes, le volume et la nature du travail à fournir, les matériaux nécessaires à l'achèvement des Travaux, les moyens d'accès au Chantier et, en général, toutes les informations sur les impondérables, les conditions climatiques, hydrologiques et naturelles et tous autres éléments lui permettant de soumissionner en toute connaissance de cause sans possibilité pour lui de réclamer plus tard une indemnité quelconque à l'Employeur.

Article 19. Suffisance de la proposition

Sauf convention contraire, le Contractant devrait avoir fait toutes les études et recherches préliminaires et s'assurer que les tarifs et montants proposés dans sa soumission d'offre sont corrects et suffisants pour lui permettre d'honorer toutes ses obligations contractuelles.

Article 20. Rencontre hebdomadaire de chantier

Le Coordinateur de Projet de HELVETAS ou son ingénieur, s'il en a, le Maître d'Ouvrage, le Contractant ou son représentant et l'Ingénieur ou son représentant se rencontreront une fois par semaine sur les chantiers afin de constater l'état d'avancement des Travaux et de vérifier s'ils se déroulent suivant l'échéancier prévu au Contrat.

Article 21. Personnel du contractant

- a) Le Contractant fournira et engagera sur le Chantier pour l'exécution et l'achèvement des Travaux et la réparation des vices de construction :
 - i. Uniquement des techniciens compétents et expérimentés, des sous contremaîtres et une main d'œuvre ayant la compétence nécessaire pour superviser le travail, et ;
 - ii. Une main d'œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée nécessaire à l'exécution et à l'achèvement des Travaux suivant l'échéancier prévu au Contrat.
 - iii. La main d'œuvre non qualifiée sera recrutée dans la zone du projet et **L'Exécutant** est fortement encouragé à recruter aussi de la main d'œuvre qualifiée dans la zone du projet pour autant que les compétences exigées sont disponibles sur place.
 - iv. L'Exécutant embauchera au moins un quota de 30% de femmes dans la main d'œuvre qualifiée ou non qualifiée.
- b) L'Ingénieur pourra de plein droit rejeter et/ou demander au Contractant de retirer du chantier l'un de ses employés si, à son avis, cette personne se conduit mal, n'a pas la compétence requise ou est négligent dans son travail. Ledit employé ne pourra dès lors plus travailler sur le chantier sans une autorisation écrite de l'Ingénieur. Toute personne expulsée des Travaux sera remplacée aussitôt que possible par une autre dont les qualifications et l'expérience sont acceptables à l'Ingénieur.
- c) Sur demande écrite de l'Employeur, le Contractant devra rejeter ou remplacer tout agent, représentant ou autre personnel qui ne respecte pas les exigences au paragraphe (1) de cette Clause. Cette demande ne constituera pas une rupture en tout ou en partie du Contrat. Tous les coûts et les frais additionnels découlant du rejet ou du remplacement d'un agent, d'un représentant ou d'un employé, pour quelque raison que ce soit, seront à la charge exclusive du Contractant.

Article 22. Sécurité et éclairage

Dans le cadre de l'exécution des Travaux, le Contractant fournira et maintiendra, à ses propres frais, l'éclairage, les gardiens, les clôtures et la sécurité dans les zones qu'il juge nécessaire ou dans celles requises par l'Ingénieur ou l'autorité dûment constituée afin d'assurer la sécurité du chantier, des matériaux, des travailleurs et d'autres personnes et de prendre toutes mesures pour le maintien de la sécurité publique.

Article 23. Mesures de précaution

- a) Le Contractant sera entièrement responsable, du début à la fin des travaux, de tout dommage ou toute perte d'une partie ou de l'ensemble des Travaux Permanents ou Temporaires, pour quelque raison que ce soit, (sauf en cas de Force Majeure décrit à l'article 11 des présentes Conditions Générales) qui devra les réparer conformément aux termes et conditions du présent Contrat et à l'entière satisfaction du Maître d'Ouvrage. Le Contractant assumera également les dommages de toute nature qui surviendraient de son fait dans l'exercice de ses obligations contractuelles.
- b) Le Contractant sera entièrement responsable de réviser tous les plans descriptifs des Travaux et notifier au Maître d'Ouvrage de toute erreur ou inexactitude qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat.

CHAPITRE VI

Article 24. Assurance de responsabilité civile

Avant le début des Travaux et sans dérogation à ses obligations et responsabilités en vertu de la Clause 7.3 du présent Contrat, le Contractant est tenu de souscrire une assurance de responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les réclamations de tiers, y compris de l'Employeur et de ses employés, pour décès, dommages corporels ou matériels, perte ou blessure pouvant survenir durant l'exécution des Travaux ou l'acquittement des obligations du Contrat. A la demande de l'Employeur ou de l'Ingénieur, le Contractant fournira la ou les polices d'assurance ainsi que les reçus des derniers paiements effectués.

De manière spécifique, le Contractant doit souscrire les polices d'assurance suivantes :

- a) L'assurance-responsabilité civile générale (personnel et équipement) telle que précisée ci-dessus ;
- b) L'assurance des biens d'équipement requise par les lois haïtiennes ;
- c) L'assurance d'indemnité pour accidents de travail pour chaque employé, au taux exigé par les lois haïtiennes ;
- d) L'assurance pour couvrir les dommages ou la destruction des travaux, pour quelque cause que ce soit ;
- e) Toutes les assurances sociales comme l'exigent les lois applicables pour tous les employés.

Article 25. Accidents du travail

- a) Le Contractant s'assure que ses employés disposent des matériels et équipements de protection individuels nécessaires pour travailler sur le chantier et prend des dispositions relatives à la santé et la sécurité sur le chantier.

- b) Le Maître d'Ouvrage et HELVETAS ne seront pas responsables d'un dommage ou d'une compensation quelconque payable par la loi en cas d'accident ou de blessure d'un travailleur, d'une personne travaillant au compte du Contractant ou d'un sous-traitant sauf si l'accident ou la blessure découle d'actes ou d'erreurs de la part du Maître d'Ouvrage, ses agents ou employés. Le Contractant dédommagera, protégera et défendra le Maître d'Ouvrage, sauf dans les cas précités, de et contre tous dommages, compensations, réclamations, poursuites judiciaires y compris leurs coûts et dépenses.

c) Assurance contre les Accidents du Travail, etc.

Le Contractant et tout Sous-Traitant devront souscrire avec un assureur agréé par le Maître d'Ouvrage et maintenir en vigueur durant toute la période d'emploi des travailleurs une assurance adéquate contre les accidents du travail pour tous les employés embauchés pour les Travaux. A la demande de l'Ingénieur, le Contractant fournira une preuve satisfaisante de l'assurance requise ainsi que le reçu du dernier paiement effectué.

Article 26. Respect des statuts, normes et règlements, etc.

- a) Le Contractant devra donner toutes les notifications à l'autorité locale ou dûment constituée et payer tous les frais requis par les Lois locales ou nationales, Règlements, Décrets, Statuts et Règlements internes applicables aux Travaux Permanents ou Temporaires et par les Règles et Règlements de toutes les entités publiques et privées dont les propriétés ou les droits sont affectés ou peuvent être affectés, d'une manière ou d'une autre, par les Travaux Permanents ou Temporaires.
- b) Le Contractant se conformera strictement à tous les Décrets, Lois, Statuts et Règlements Internes applicables aux Travaux conformément à toutes les exigences de l'autorité locale ou dûment constituée. Il protégera et défendra l'Employeur de et contre toutes responsabilités ou pénalités découlant ou pouvant découler d'une infraction auxdits Règlements, Décrets, Lois, Statuts et Règlements Internes et autres règles applicables.

Article 27. Droits d'auteur, brevets et autres droits exclusifs

- a) Le Contractant dédommagera, protégera et défendra l'Employeur de et contre toutes réclamations et poursuites judiciaires relatives à une violation des droits de propriété intellectuelle y compris des brevets, des marques déposées, des noms de fabrique ou de tous autres droits réservés à l'utilisation d'un équipement, d'un matériel, d'un procédé ou d'une machinerie dans le cadre de l'exécution des Travaux Permanents ou Temporaires et contre toutes réclamations, demandes, poursuites judiciaires y compris leurs coûts et dépenses liés à l'exécution des Travaux Permanents et Temporaires sauf si de telles violations découlent de la mise en application du plan ou du Cahier de Charges fourni par l'Ingénieur.
- b) Sauf dispositions contraires, le Contractant payera tout le tonnage et d'autres droits, le louage et d'autres paiements ou compensations, le cas échéant, pour l'acquisition de roche, sable, gravier, argile ou autres matériaux nécessaires à l'exécution des Travaux Permanents ou Temporaires.

Article 28. Circulation intense et engins lourds

- a) Le Contractant fera de son mieux pour éviter que ses engins lourds ou ceux d'un sous-traitant n'abîment pas les ponts et voies d'accès au Chantier et sélectionnera particulièrement les routes et les véhicules appropriés, limitera et répartira le transport d'un point à un autre de la cargaison, machinerie, équipement ou matériaux de manière à réduire autant que possible la circulation de ces poids lourds.

- b) Si le Contractant doit absolument utiliser une route particulière ou un pont pour transporter les matériaux, équipements et ouvrages préfabriqués sur le Chantier et que ce transport risque d'abîmer la route ou le pont à condition de les consolider, le Contractant sera alors responsable de faire les travaux appropriés, à ses frais, avant d'effectuer le transport. Le Contractant protégera le Maître d'Ouvrage de et contre toutes réclamations pour dommages causés à la route ou au pont y compris toute autre demande directe faite à l'Employeur, négociera et payera toutes les réclamations relatives au dommage en question.

Article 29. Epidémies

En cas d'épidémie, le Contractant se conformera aux règlements, ordres et exigences du Gouvernement ou des autorités locales médicales ou sanitaires en vue de traiter ou de combattre la maladie.

Article 30. Mauvaise Conduite, etc.

Le Contractant prendra toujours toutes les précautions nécessaires pour empêcher les manifestations illégales et les mauvaises conduites de ses employés et préserver la paix et la sécurité des personnes et des propriétés adjacentes aux lieux d'exécution des Travaux.

Article 31. Respect des Dispositions

Le Contractant sera responsable d'exiger de ses employés et sous-traitants le respect des dispositions précitées.

Article 32. Droit applicable au Travail

Le Contractant respectera les lois et règlements applicables au travail.

CHAPITRE VII

Article 33. Accès au chantier

Le Maître d'Ouvrage, l'Ingénieur et leurs représentants respectifs pourront à tout moment avoir accès aux Travaux, au Chantier, à tous les ateliers de fabrication et lieux de provenance de la machinerie, l'équipement et les matériaux qui seront utilisés pour les Travaux, et le Contractant fourniront les installations appropriées pour tels accès et inspection.

Article 34. Vérification des travaux avant de les recouvrir

Aucun travail ne sera recouvert ou mis hors de vue sans l'accord de l'Ingénieur. Le Contractant donnera à l'Ingénieur toutes les facilités lui permettant de vérifier, mesurer et inspecter un travail ou une fondation avant la pause définitive. Le Contractant avertira en temps opportun l'Ingénieur de la date de finition d'un travail ou d'une fondation et l'Ingénieur devra à son tour prévenir le Contractant de la date d'inspection sauf si, à son avis, sa présence n'est pas nécessaire pour la vérification ou l'inspection.

Article 35. Rejet d'un travail défectueux et de matériaux

35.1 Droit de l'Ingénieur

L'Ingénieur pourra à tout moment durant l'exécution des Travaux demander par écrit au Contractant d'entreprendre les opérations suivantes et le Contractant sera tenu de les exécuter à ses frais :

- a) l'enlèvement du Chantier de matériaux qui, selon l'Ingénieur, ne répondent pas aux critères prévus au Contrat ;
- b) le remplacement de ces matériaux; et
- c) l'enlèvement et la reconstruction adéquate de tout travail mal exécuté ou exécuté avec des matériaux qui, de l'avis de l'Ingénieur, ne répondent pas aux critères prévus au Contrat.

35.2 Défaut du Contractant de respecter les Ordres de l'Ingénieur

A défaut du Contractant de respecter un ordre de l'Ingénieur, le Maître d'Ouvrage pourra embaucher et rémunérer un ou plusieurs autres contractants pour exécuter l'ordre. Les coûts et dépenses accessoires résultant d'une telle action seront à la charge du Contractant et pourront être retenus de tout montant dû ou à devoir au Contractant.

35.3 Coût de la Réparation, etc.

Le Contractant devra réparer, à ses frais, les travaux défectueux si, de l'avis de l'Ingénieur, la fabrication ou l'utilisation des matériaux ne correspond pas aux critères de rendements prévus au Contrat ou que de tels défauts proviennent de la négligence ou du manquement du Contractant de se conformer à une obligation explicite ou tacite du Contrat.

Article 36. Enlèvement des Matériaux, etc.

A la fin des Travaux, le Contractant doit enlever du Chantier la Machinerie, l'Équipement, les Matériaux, les Installations Temporaires et tout autre matériel non utilisé fourni par le Contractant.

Article 37. Non responsabilité de l'Employeur vis-à-vis des Dommages Matériels

Le Maître d'Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de la perte d'une machinerie, d'un équipement et de matériaux ou de dommages causés aux Installations Temporaires sauf si cette perte ou ce dommage découle d'actes ou d'omissions du Maître d'Ouvrage, ses employés ou agents.

Article 38. Équipement et Matériels fournis par l'Employeur

L'équipement et les matériels fournis par l'Employeur restent sa propriété et doivent lui être restitués à la fin du Contrat ou lorsque le Contractant n'en a plus besoin. Le Contractant est tenu de restituer l'équipement et les matériels dans l'état qu'il les avait reçus compte tenu de l'usure normale.

Article 39. Motifs de révocation

L'Employeur pourra entrer sur le Chantier et révoquer de plein droit le Contractant sans pour autant le relever de ses obligations contractuelles ou léser les droits et pouvoirs de l'Employeur et de l'Ingénieur d'agir dans les cas suivants :

- (a) Si le Contractant fait faillite, se déclare en faillite ou est sous la juridiction d'un tribunal ou si le Contractant est une compagnie ou membre d'une compagnie dissoute par voie légale ;
- (b) Si le Contractant fait des arrangements avec ses créanciers ou accepte d'exécuter le Contrat moyennant l'inspection d'un comité établi par ses créanciers ;
- (c) Si le Contractant abandonne les Travaux ou cède le Contrat en tout ou en partie à d'autres personnes sans l'autorisation préalable écrite de l'Employeur et d'HELVETAS ;

- (d) Si le Contractant ne commence pas les Travaux ou si, de l'avis de l'Ingénieur, les Travaux ne vont pas suffisamment vite et ne seront pas achevés à la date prévue ;
- (e) Si le Contractant arrête les Travaux sans justification et ne les reprend pas dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception d'une mise en demeure de la part de l'Ingénieur ;
- (f) Si le Contractant n'exécute pas n'importe laquelle de ses obligations en vertu du Contrat et ne répare pas ce manquement dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure ;
- (g) Si le Contractant n'exécute pas le travail conformément aux standards professionnels énoncés au Contrat ;
- (h) Si le Contractant donne ou promet un présent, un prêt ou une récompense à un employé du Maître d'Ouvrage, de HELVETAS ou de l'Ingénieur.

L'Employeur pourra terminer les Travaux lui-même ou embaucher un autre contractant à cette fin. L'Employeur ou ce contractant pourra, à sa convenance, utiliser la machinerie, l'équipement ou les matériaux destinés exclusivement à la construction et à l'achèvement des Travaux. L'Employeur pourra prendre possession de tous les matériaux, machinerie, équipements, outils et appareils utilisés ou non sur le Chantier, les vendre et verser le produit de la vente dans les montants qui lui sont dus ou lui seront dus conformément aux dispositions du présent Contrat.

Article 40. Evaluation à la suite de la révocation

L'Ingénieur devra aviser le Contractant, aussitôt que possible après sa révocation, d'être présent pour l'évaluation des Travaux. Si, pour quelque raison que ce soit, le Contractant n'est pas présent durant cette évaluation, l'Ingénieur pourra procéder en son absence et émettre un certificat contenant le coût de la portion des travaux réalisés par le Contractant ainsi que celui des matériaux non utilisés ou partiellement utilisés, de l'équipement et de toute portion des Installations Temporaires.

Article 41. Paiement à la suite de la révocation

Dans le cas où l'Employeur entre sur le Chantier et révoque le Contractant conformément aux dispositions du présent Article, le Contractant n'aura droit de recevoir aucun autre paiement jusqu'à ce que la Période de Responsabilité des Travaux Défectueux ait expiré et que l'Ingénieur ait calculé et confirmé par écrit le montant des frais engagés par l'Employeur pour achever les Travaux et réparer les vices de construction, des frais découlant du retard dans l'achèvement des Travaux et de toutes les autres dépenses encourues par l'Employeur. Si le solde impayé du montant dû au Contractant dépasse les frais engagés par l'Employeur, cette différence sera versée au Contractant. Si lesdits frais encourus par l'Employeur excèdent le solde impayé, le Contractant en sera tenu responsable et l'Employeur pourra, dans un tel cas, recouvrer la différence du ou des montants dus au Contractant sans besoin de recours à la justice.

Article 42. Réparations urgentes

Si, pendant la phase d'exécution des Travaux ou durant la Période de Responsabilité des Travaux Défectueux, un accident, une erreur ou toute autre circonstance endommage une partie des Travaux et que, de l'avis de l'Ingénieur, il est nécessaire de la réparer ou de la reconstruire immédiatement pour raison de sécurité et si le Contractant n'a pas la capacité ou la volonté de le faire, l'Employeur ou d'autres ouvriers pourront le faire. Si, de l'avis de l'Ingénieur, cette réparation ou reconstruction était à l'entière responsabilité et à la charge du Contractant conformément aux termes et conditions

du Contrat, tous les coûts et dépenses engagés par l'Employeur à cet effet devront être remboursés par le Contractant ou pourront être déduits du montant dû ou à devoir moyennant que l'Ingénieur notifie immédiatement par écrit l'Employeur de l'urgence constatée.

Article 43. Augmentation et diminution des couts

Sauf indication contraire, aucun ajustement ne sera effectué aux Prix unitaires du Contrat en raison de la fluctuation des prix de la main-d'œuvre, machinerie, équipement ou matériaux sur le marché, des taux d'intérêt, de la dévaluation de la monnaie ou de toute autre raison pouvant affecter le coût des Travaux.

Toutefois l'augmentation et la diminution de masse des travaux effectuées par rapport au Cahier des Prescriptions Techniques, et selon les besoins et ajustements aux quantités réelles sont bornés à +/- 20%. Au-delà de ces variations l'entrepreneur est fondé à proposer des ajustements de prix pour les quantités en surplus ou pour compenser les réductions de la masse de travaux. Ces ajustements feront l'objet d'une négociation sur la base des prix du marché. Faute d'accord entre les parties à l'issue des trente (30) jours suivant l'ordre de service actant du dépassement ou de la réduction de la masse des travaux, le Maître d'ouvrage établira les prix en fonction des données du marché et ils seront appliqués par un nouvel ordre de service.

Article 44. Taxation

Le Contractant sera responsable de s'acquitter de tous ses impôts et taxes conformément aux lois fiscales en vigueur et à tous les amendements y relatifs. Il sera également responsable d'entreprendre toutes les démarches nécessaires à cet égard.

Article 45. Prévention de la corruption

L'Employeur se réserve le droit de résilier le Contrat et de récupérer le montant des pertes causées par une telle résiliation si de son avis, le Contractant a offert ou a donné à une tierce personne un cadeau ou un quelconque avantage en vue d'influencer son action au cours de la sélection ou de l'exécution du présent Contrat ; a montré ou a l'intention de montrer à un employé de l'Employeur une certaine faveur ou défaveur même lorsque de telles actions sont posées, avec ou sans l'accord du Contractant, par d'autres personnes engagées par lui ou agissant en son nom.

Article 46. Langue et système de mesures

Sauf indication contraire dans le Contrat, toute la correspondance entre les parties, y compris les notifications et les documents préparés par le Contractant pour les Travaux devront être en Français. Le système métrique devra être adopté.

CHAPITRES VIII

Article 47. Règlement des différends

Dans l'éventualité d'une réclamation, d'une controverse, d'un différend ou d'une violation découlant de ou relatif au présent Contrat, les mesures suivantes pour la résolution de la réclamation, controverse ou différend seront appliquées :

47.1 Notification

La partie lésée devra immédiatement notifier l'autre partie par écrit de la nature de la réclamation, de la controverse ou du différend dans les sept (7) jours suivant l'apparition de l'affaire.

47.2 Consultation

Dès réception de la notification mentionnée ci-avant, les représentants des Parties commenceront les consultations en vue d'arriver à un règlement à l'amiable de la réclamation, la controverse ou le différend sans toutefois interrompre les Travaux.

47.3 Conciliation

Quand les Parties n'arrivent pas à un règlement à l'amiable, l'une ou l'autre partie peut demander de soumettre l'affaire au Règlement de conciliation de HELVETAS Swiss Intercooperation Haïti.

47.4 Arbitrage

Tout différend, controverse ou réclamation non réglé à l'amiable conformément aux clauses 47.1 à 47.3 ci-dessus sera soumis à arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de HELVETAS. Les Parties seront liées par la sentence rendue au terme dudit arbitrage comme valant règlement final et définitif non-sujet à discussion ou réclamation.